

« Je n'aurais pas à me considérer comme victime »



Depuis l'enfance, j'ai été drillée à être abusée. Alors comment vivre autrement, comment sortir de ces mécanismes autodestructeurs ? Je ne ressentais plus rien. On aurait pu me battre à mort, je n'aurais pas protesté

”

Les deux années qui ont suivi le procès de son proxénète, Maïté les a passées à tenter de se reconstruire, mais à l'intérieur d'elle-même, « c'était Bagdad ». © MATHIEU DRÉAN.

« Moyens pour lutter contre ces filières »

tombent dans l'engrenage. »

« Les profils sont en effet plus variés qu'on ne le pense », résume Karine Minnen, commissaire à la section des mœurs de la police de Bruxelles-Ixelles qui suit ces dossiers depuis plus de vingt ans. « Les filles les plus jeunes, entre 18 et 23 ans, sont les plus attractives sur le marché. Il arrive que des mineures soient identifiées, mais c'est très rare, notamment parce que ce n'est pas toléré par les autres prostituées pour des raisons éthiques mais aussi de concurrence. »

Parfois à 13 ans à peine

« L'une des grandes tendances actuelles », poursuit la policière, « c'est le glissement vers la prostitution privée. Je ne parle pas d'établissements connus ni de massages, mais de petites annonces. C'est une forme d'exploitation rude et dans ces cas-là, l'âge a tendance à glisser vers la minorité. On y trouve régulièrement des mineurs entre 14 et 18 ans. »

« En provenance des pays de l'Est, nous constatons aussi un autre phénomène émergent », décrit-on encore chez Esperanto comme chez Samilia. « Il

concerne les communautés roms au sein desquelles sont pratiqués les mariages avec des adolescentes qui n'ont parfois que 13 ans. Il arrive que leur belle-famille les prostitue ensuite. »

« En outre », poursuit la criminologue d'Esperanto, « nous sommes également confrontés à des filières nigérianes dirigées par d'anciennes prostituées qui ont compris qu'elles pouvaient se faire de l'argent facilement en exploitant à leur tour des jeunes filles. Dans ce milieu, le vaudou joue un rôle prépondérant. Les "mamas" font peur aux jeunes filles en leur faisant croire que leur famille connaîtra le malheur si elles ne se soumettent pas. »

Comment les clients trouvent-ils les annonces postées pour ces jeunes filles ? « C'est très simple », nous éclaire Sarah De Hovre. « Comme Booking est devenu incontournable pour la réservation d'un hôtel, depuis plusieurs années, le site Quartier rouge est le leader incontesté en Belgique pour la prostitution en ligne. Il est facile d'emploi. »

Remonter les filières et contrôler le site internet n'est pas chose aisée. « C'est inquiétant », poursuit Sarah De Hovre.

« On ne sait pas combien de cas d'exploitation existent en Belgique. C'est très difficile d'obtenir le témoignage d'une victime car les filles ne se sentent pas forcément victimes. Elles sont convaincues d'avoir accepté le premier service sexuel par amour. D'un autre côté, seules deux unités de la police bruxelloise disposent encore d'un service spécial de lutte contre la traite. Ce sont elles qui nous apportent le plus d'informations. Preuve qu'elles sont utiles. Il faut que les pouvoirs publics se rendent compte de l'urgence d'investir dans ce domaine. »

Travail de conscientisation

Les jeunes filles peuvent être placées en centre ou en IPPJ. Mais il n'est pas rare qu'une fois libérées, elles continuent à se prostituer par manque de ressources et doivent gagner de l'argent pour entretenir leur famille restée au pays, confirme la commissaire Karine Minnen. C'est notamment le cas avec les jeunes femmes originaires des pays de l'Est.

Face à ce constat, la Fondation Samilia et son partenaire roumain ont mené un projet de prévention sur place, y compris à destination des garçons, pour leur faire

Child Focus Près de 80 dossiers d'exploitation en 2019

L.P.O. ET F.DE.

Début janvier, la police mettait fin au supplice d'une adolescente de 16 ans, séquestrée dans la cave d'une maison ucloise et exploitée sexuellement. La victime, une Française qui avait fugué et élu domicile chez son petit ami, avait été vendue par celui-ci à un réseau de proxénètes actif en Région bruxelloise. Réduite à l'état d'esclave sexuelle, elle était offerte aux clients pour 150 euros de l'heure. C'est grâce à une connaissance qui avait repéré sa photo sur un site de prostitution que la jeune fille a pu être secourue. Ses agresseurs, tous âgés d'une vingtaine d'années et déjà connus de la Justice pour d'autres faits, retenaient captives deux autres filles.

Cette affaire particulièrement sordide est pourtant loin d'être unique. A Bruxelles, Liège, Anvers ou Gand, des réseaux de proxénètes avilissent des jeunes filles de 14 à 18 ans particulièrement vulnérables et les contraignent par le chantage (y compris affectif) ou la violence à vendre leur corps.

Un phénomène que suit de très près Child Focus, qui s'est d'ailleurs constitué partie civile dans le dossier de séquestration de la jeune Française. Une première pour l'association qui veut envoyer un signal fort : la fugue n'est souvent que la partie émergée de l'iceberg.

Chiffres noirs

En 2019, Child Focus a traité 77 dossiers, 30 affaires en cours et 47 nouveaux cas, de prostitution réelle ou présumée de mineurs. C'est 17 nouveaux cas de plus que l'année précédente, alertent Stephan Smets, porte-parole, et Sofia Mahjoub, conseillère politique. Chaque année, 1.500 disparitions sont signalées. La grande majorité du temps, il s'agit de fugues. Or, un cas d'exploitation sexuelle de mineur sur trois est lié à une fugue.

Cette augmentation de cas de prostitution d'ados, également confirmée par les acteurs de terrain, inquiète l'association, d'autant, pointe-t-elle, qu'aucun indicateur objectif ne permet d'avoir une vue globale de la problématique.

Le cas de la jeune fille séquestrée à Uccle a aussi mis en lumière le phénomène des « loverboys », soit des proxénètes qui se font passer pour des hommes en quête d'amour. Un terme bien trop glamour que les associations

de lutte contre la prostitution estiment inadapté tant il édulcore la réalité. « Soit la jeune fille est approchée par un proxénète alors qu'elle est déjà en fugue, soit il entre en contact avec elle via les réseaux sociaux. Ces hommes, qui agissent seuls ou en réseaux, sont très forts pour identifier les filles qui ont besoin d'être rassurées et pour les manipuler. »

Il y a peu, Child Focus a réalisé une étude sur le proxénétisme d'adolescentes (rapport disponible sur le site www.stopproxenetes-ados.be) en Flandre. Elle sonde actuellement le milieu bruxellois. Les résultats sont attendus dans les prochains mois. « Ce qu'on a retiré comme enseignement de cette première enquête, c'est que certaines de ces filles étaient en rupture, qu'elles venaient de l'aide à la jeunesse et qu'elles voulaient se faire de l'argent. Pour celles qui fuguent de la maison, on a constaté que les parents, et parfois même les acteurs sociaux qui les entourent, se rendent compte assez tard qu'elles se prostituent. » En Flandre, un outil de prévention, Girl Power Squad, est mis à la disposition des groupes de personnes fragilisées et des acteurs de terrain. Child Focus veut aller plus loin et préconise la mise en place d'un numéro vert et une prise en charge plus spécifique pour les mineurs victimes d'exploitation sexuelle.

17

C'est le nombre de cas d'exploitation sexuelle de mineurs supplémentaires enregistrés par Child Focus entre 2019 et 2018.



C'est sur le site internet Quartier rouge que les jeunes filles se retrouvent prostituées de force par leur petit ami ou leurs proches qui les exploitent.

© PIERRE-YVES THIENPONT.

prendre conscience de ce qu'est le respect et pour qu'ils ne deviennent pas des trafiquants.

Pour les victimes mineures, la solution se nomme Esperanto. « Quand un jeune arrive chez nous », explique la psychologue du centre wallon, « il est pris en charge aux niveaux psychologique et éducatif. On essaie d'abord de comprendre pourquoi il est là et quel est son état. Bien souvent, les jeunes filles n'ont pas conscience d'être victimes. Cette conscientisation prend du temps tant elles sont sous emprise. »

Cette phase de conscientisation passe par l'imposition de règles strictes dans le centre. Les contacts avec l'extérieur sont réduits à leur plus simple expression pour garder l'ex-petit ami à distance. « Un séjour dure en moyenne entre six mois et un an », explique-t-on chez Es-

peranto. « Ces jeunes sont souvent en pleine puberté. Ils se posent beaucoup de questions sur la sexualité au moment où on abuse d'eux. Ça pose des problèmes sur les limites corporelles. »

« Les traumas sont psychiques et corporels », poursuit la psychologue. « Ça se traduit par des symptômes tels que des réveils nocturnes, des cauchemars ou des crises de terreur même en pleine journée. Violées, ces jeunes filles se sentent salies de l'intérieur. Commence alors un long travail de réappropriation de leur corps. » Stabilisées lorsqu'elles quittent Esperanto, les jeunes filles peuvent être confiées aux services d'aide à la jeunesse, retourner dans leur famille ou être orientées vers un autre centre d'accueil. Les étrangères peuvent, pour leur part, retourner dans leur pays. Avec le risque de retomber sur leur bourreau.